

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 13 décembre 2023

COP28 : une étape sous-financée vers l'abandon des énergies fossiles

La conférence sur le climat de Dubaï s'est achevée aujourd'hui sur un accord. Alors que pour la première fois, tous les Etats sont appelés à contribuer à la transition vers l'abandon des énergies fossiles, le financement pour le Sud global reste totalement flou. Les Etats du Nord global ont l'obligation de mettre à disposition le financement nécessaire d'ici la COP29 à Bakou. Dans le cas contraire, la transition juste deviendra une illusion tragique.

Après deux ans de préparation, l'espoir d'un état des lieux mondial ambitieux était grand. Le président de la COP, Sultan Al Jaber, a également affirmé à plusieurs reprises qu'elle visait une conclusion ambitieuse. De grandes divergences sont apparues pendant la conférence, mais la pression s'est accrue pour que la sortie des énergies fossiles soit décidée en commun. Le texte final demande désormais pour la première fois aux Etats, outre le développement des énergies renouvelables, de contribuer à l'abandon des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques : un petit pas dans la bonne direction, mais rien de plus.

« L'élan pour exiger l'abandon des énergies fossiles a augmenté en raison de l'engagement d'innombrables communautés et organisations de la société civile du monde entier », soulignent David Knecht et Stefan Salzmann, experts d'Action de Carême et observateurs sur place. « Mais malheureusement, le texte final est loin de répondre à l'urgence de la crise climatique : les personnes les plus pauvres, qui souffrent déjà de la crise, doivent attendre encore une protection climatique ambitieuse. »

La loi sur le CO₂ mise sur la compensation plutôt que sur la transition en Suisse

Le Conseiller fédéral Röstli a soutenu à Dubaï, au nom de la Suisse, l'exigence d'une sortie des énergies fossiles d'ici 2050. Le Conseil national doit joindre l'acte à la parole lors de l'examen de la loi sur le CO₂ la semaine prochaine. Le projet de réaliser plus de la moitié des efforts supplémentaires d'ici 2030 en compensation à l'étranger n'est pas digne de la riche Suisse. En effet, les compensations à l'étranger [ne remplacent pas la réduction des émissions à l'intérieur](#) du pays, comme l'a démontré Alliance Sud cette semaine en prenant l'exemple du premier programme à Bangkok. Le Conseil national doit améliorer la loi et notamment donner au Conseil fédéral la possibilité d'adapter la taxe sur le CO₂ à la hausse.

Financement insuffisant pour le Sud global

La grande faiblesse de la décision de la conférence est l'absence d'amélioration dans le financement pour le Sud global, afin que la transition juste puisse être poursuivie dans le monde entier. Un défi d'autant plus grand se pose donc pour la prochaine conférence, qui aura lieu en novembre 2024 en Azerbaïdjan : la négociation du prochain objectif financier collectif pour soutenir le Sud global dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

« Le manque de financement est le plus grand obstacle pour les Etats du Sud global à entamer une transition juste et la plus grande injustice pour les personnes les plus pauvres, qui sont les plus touchées par la crise climatique, mais qui n'en sont en aucun cas responsables », explique Delia

Berner, experte de politique climatique chez Alliance Sud, le Centre de compétences pour la coopération internationale et la politique de développement.

L'adoption du nouveau fonds pour les dommages et les pertes au premier jour de la conférence n'y change pas grand-chose, car il est beaucoup trop peu contraignant pour les États pollueurs d'alimenter ce fonds. La Suisse est presque le seul pays industrialisé à ne pas lui avoir encore alloué un centime – tout en réclamant haut et fort que les autres paient davantage.

Des fonds supplémentaires sont également nécessaires pour l'adaptation au climat

Les résultats de la conférence sont également insuffisants en ce qui concerne l'adaptation aux effets du réchauffement climatique. « Pour que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables puissent s'adapter aux conséquences négatives du réchauffement de la planète, le financement de l'adaptation par les pays industrialisés doit être doublé et le fonds d'adaptation renforcé », clarifie Christina Aebischer, experte d'Helvetas et observatrice sur place. Le financement de l'adaptation doit provenir de fonds publics et être basé sur des dons et non sur des crédits. Ces fonds devraient s'ajouter aux budgets de la coopération au développement des pays industrialisés.

La Suisse est ici également sollicitée et devra augmenter ses contributions au plus tard lors de la prochaine COP.

Pour plus d'informations :

Alliance Sud, Delia Berner, experte de politique climatique internationale, tél. 077 432 57 46, delia.berner@alliancesud.ch

Action de Carême, David Knecht, responsable énergie et justice climatique, tél. 076 436 59 86, knecht@fastenaktion.ch

Action de Carême, Stefan Salzmann, responsable énergie et justice climatique, tél. 078 666 35 89, salzmann@fastenaktion.ch

Helvetas, Aude Marcovitch Iorgulescu, Coordinator Media Relations Romandie, tél. +41 31 385 10 16, aude.marcovitch@helvetas.org